



Compte-rendu

ATELIER DE CONCERTATION SUR L'OBSERVATOIRE RURAL DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE



Jardin de Vaniala

Mardi 28 février 2023



COMPTE-RENDU

ATELIER DE CONCERTATION SUR L'OBSERVATOIRE RURAL DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Date : 28 février 2023

Heure : 08h30 - 17h00

Durée : 8h et 30 minutes

Lieu : Jardin de Vaniala, Antsakaviro

Objet : Atelier de concertation sur l'Observatoire Rural de la Gouvernance et de la Participation Citoyenne

Participants :

Représentants des Ministères
Partenaires Techniques et Financiers
Représentants des communes d'interventions
Entreprises
ONGs
Chercheurs
Etudiants

(Cf fiche de présence)

Déroulement :

- **Accueil des participants**
- **Discours d'ouverture**
- **Ordre du jour**
 1. Présentation du Projet RANOMANGA
 2. Présentation de l'Observatoire Rural de la Gouvernance et de la Participation citoyenne
 3. Interventions des différentes entités ayant mis en place des observatoires : Eaurizon, GIRE Sava, GROSOM et Bushproof
 4. Travaux de groupes et restitutions
- **Discours de fermeture**

Mme RAZAFINIARY Laetia, Chargée de Communication au Ran'Eau, était la modératrice lors de l'atelier.



Figure 1 Madame Laetia RAZAFINIARY, Chargée de Communication (ONG Ran'Eau)

Discours d'Ouverture

La Présidente du Conseil d'Administration (PCA) de l'ONG Ran'Eau a remercié les participants à cet atelier. Elle a salué plus particulièrement la présence du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) ainsi qu'à la représentante de l'Agence Française de Développement (AFD). Cette dernière finance le projet Ranomanga. Ensuite, Madame la PCA a rappelé que le projet Ranomanga est un consortium composé de l'ONG Inter Aide, de l'ONG Ran'Eau, de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et de l'ONG Soakoja. Un des objectifs du projet est de comparer les trois modèles de gestion : Service Technique de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Associations à Base Communale et gestion privé à but non-lucratif pour voir le plus performant et surtout d'identifier les facteurs y contribuant. Ce projet couvre cinq communes de la région Analamanga : Sadabe, Ampanotokana, Anjanadoria, Mahabo et Avaratsena. Cet atelier s'inscrit dans les missions de Ran'Eau, notamment la création d'espace d'échange et de partage d'expérience entre les différents acteurs. Ce sera l'occasion pour les observatoires liés à l'eau dans d'autres régions de présenter leurs retours d'expériences. Le souhait de la PCA est que ces échanges contribuent à la pérennisation des infrastructures et l'atteinte des objectifs d'accès à l'eau à Madagascar : 60% en 2023 et 100% en 2030. Pour terminer, elle souhaite que les échanges soient riches.

Monsieur le Directeur Général de l'Eau a tenu à excuser Madame le Secrétaire Général du MEAH de son absence à cet atelier, malgré son souhait d'y participer, puisqu'elle est retenue à la dernière minute à d'autres occupations. Il a remercié également tous les participants et a salué la présence du représentant du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID). Il a présenté sa gratitude à la représentante de l'AFD pour l'appui financier apporté au projet Ranomanga. L'objectif du MEAH est d'approvisionner en eau tout Madagascar. Le taux d'accès à

l'eau a évolué mais lentement. Actuellement, ce taux est estimé 47% tous milieux confondus. La stratégie du ministère est de cibler principalement les zones à forte concentration de population, c'est-à-dire le milieu urbain, et ensuite s'étendre vers le milieu rural. Par conséquent, le milieu est un peu délaissé. Il a félicité cette initiative d'organisation d'atelier sur l'Observatoire rural de la gouvernance et de la participation citoyenne, permettant d'aborder les questions sur les ressources en eau, ses préservations et les impacts du changement climatique. Actuellement, le MEAH est confronté au problème d'affermage et de délégation de service. Le Directeur Général de l'Eau espère ainsi que les échanges contribueront à l'amélioration de la gouvernance de la gestion de service d'eau. Il a souhaité un bon atelier et l'a déclaré ouvert.



Figure 2 De gauche à droite: Madame Michèle RASAMISON ANDRIAMBAHINY, Présidente du Conseil d'Administration de l'ONG Ran'Eau, Monsieur Simon RANDRIATSIFERANA, Directeur Général en Eau au sein du MEAH, Madame Lydia RAZAFINDRAHONA, Chargée de projets Infrastructures et Développement Urbain au sein de l'AFD

1. Présentation du projet RANOMANGA – Inter Aide

Le projet Ranomanga, financé par l'AFD, a été lancé en mars 2021 et est mis en œuvre par un consortium composé d'Inter Aide, Ran'Eau, Soakoja et l'Institut de Recherche pour le Développement. Il repose sur une approche de recherche-action et de co-construction avec les différentes parties prenantes du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) dans les zones rurales.

Représentation cartographique des communes cibles pour le projet Ranomanga (District Ambohidratrimo; District Manjakandriana)

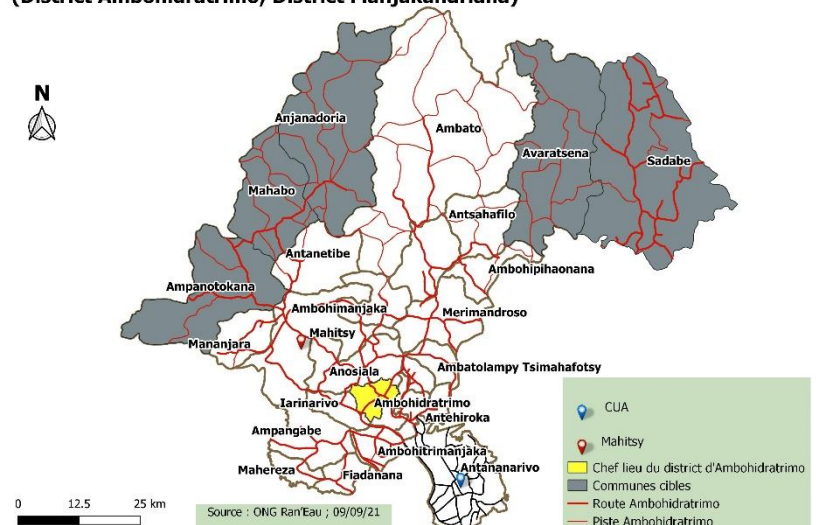


Figure 3 Zones d'intervention du projet RANOMANGA

Dans le cadre du projet, trois modèles de gestion sont développés dans les communes concernées :

1. **Les comités eau appuyés par le Service Technique en Eau, Assainissement et Hygiène (STEAH)** : Ce modèle met en place des comités locaux chargés de la gestion des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, avec un soutien technique du STEAH. Ces comités jouent un rôle clé dans la planification, l'exploitation et la maintenance des infrastructures.
2. **Les Associations à Base Communale (ABC)** : Ce modèle favorise la participation active des communautés locales à travers la création d'associations communautaires qui prennent en charge la gestion des services EAH. Les ABC sont responsables de la mobilisation des ressources, de la maintenance et de la collecte des paiements des usagers.
3. **La gestion privée à but non lucratif par l'ONG Soakoja** : Ce modèle implique une gestion déléguée à l'ONG Soakoja, qui assume la responsabilité de la gestion des services EAH. L'ONG fonctionne selon un modèle à but non lucratif, mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité des services et la participation des usagers.

En effet, ces trois modèles de gestion ont pour objectif de renforcer la gouvernance et la durabilité des services EAH dans les communes concernées par le projet. Ils seront étudiés dans le cadre du projet afin d'évaluer leur efficacité et de comprendre leurs impacts sur la qualité et la pérennité des services EAH. Cette étude permettra de tirer des enseignements et des bonnes pratiques pour améliorer les services EAH en collaboration avec la société civile des zones rurales. En favorisant la participation active des communautés et en renforçant leur rôle dans la gestion des services EAH, le projet vise à assurer des services de meilleure qualité et durables, répondant aux besoins des populations locales.

Dans la deuxième phase du projet, il a été décidé de dupliquer le projet dans d'autres communes de la région Analamanga, à savoir Ambato, Ambohipihaonana, Soavinandriana et Ankazondandy. Il convient de rappeler que ces neuf communes, où Inter Aide intervient, sont très enclavées avec des routes délabrées. Un projet financé par l'Union européenne a été réalisé dans ces localités pour construire et mettre en place des systèmes d'adduction d'eau potable. Cependant, en raison de l'état de la route, aucun gestionnaire n'a répondu aux appels d'offres lancés. En collaboration avec les communes, Inter Aide a donc développé les trois modèles de gestion mentionnés précédemment afin d'assurer la gestion des services EAH dans ces sites.



Figure 4 Monsieur Fy Tsiriarison RANDRIATSITOVANA, Chargée de Programme, et Madame Herizo ANDRIAMIALLIJAONA, Assistante de Programme, ONG Inter Aide

Les quatre grandes activités du projet sont rappelées. La première concerne la concertation, la prise de décision et les réunions liées à la gouvernance du secteur EAH aux différents niveaux, en relation avec les trois modèles développés. La deuxième activité vise la mobilisation, l'organisation et les changements de comportement des populations à travers des animations menées au niveau des ménages, des fokontany (unités administratives de base à Madagascar) et des communes. La troisième activité consiste à mettre en place des modèles de services de gestion, de suivi et de maintenance co-construits et co-gérés par des associations représentatives de la société civile. L'objectif n'est pas de comparer les trois modèles, mais d'observer leurs limites respectives. Enfin, la dernière activité consiste à capitaliser les expériences afin de faire évoluer les pratiques et les politiques publiques dans ce domaine.

Le volet genre joue un rôle important dans le projet Ranomanga. Les femmes sont encouragées à prendre des responsabilités dans les activités communautaires et dans la gouvernance. Une attention particulière est également accordée à la gestion de l'hygiène menstruelle. Cela inclut des animations, des formations et la vente de serviettes hygiéniques lavables par les couturières locales.

Par ailleurs, les ménages vulnérables, tels que les ménages dirigés par une femme chef de famille, ont été pris en compte pour la mise en place du tarif social (paiement basé sur le volume) qui est déjà en vigueur à Avaratsena et Ampanotokana. Cette mesure vise à assurer un accès équitable aux services EAH pour les ménages les plus défavorisés.

Le projet a pour perspective de renforcer les capacités des gestionnaires jusqu'à la fin de la deuxième année, puis de passer à la phase d'observation au cours de la troisième année. Les autorités communales continueront d'être soutenues dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage. Les animations sur l'EAH et l'hygiène menstruelle seront également poursuivies.

De plus, les dispositifs de filtre à eau seront étendus aux hameaux, villages et fokontany qui ne disposent pas encore d'infrastructures d'adduction d'eau potable. Cette mesure vise à fournir un accès à une eau propre et sécurisée dans ces communautés.

Enfin, la prochaine étape du projet consistera à lancer l'Observatoire, qui permettra de recueillir des données et de suivre les indicateurs liés à la gouvernance et à la participation citoyenne dans le domaine de l'EAH

2. Présentation de l'Observatoire de la gouvernance et de la participation citoyenne du projet RANOMANGA – Ran'Eau

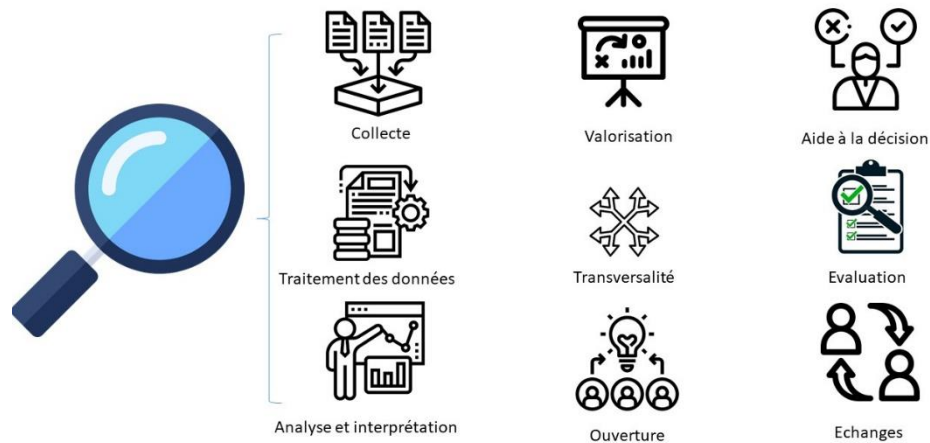
L'Observatoire est un **outil qui permet d'analyser, d'interpréter et de rendre compte d'un phénomène donné**. Il joue un rôle de veille et peut être comparé à une photographie. Par exemple, une photo prise lors du présent atelier pourrait fournir de nombreuses informations sur son déroulement. Elle pourrait attester que l'atelier a eu lieu et montrer les expressions sur les visages des participants, reflétant ainsi leurs sentiments. Ces détails sont *des indicateurs* qui permettent d'observer la situation à un moment précis. Cette démarche peut être reproduite lors des prochains ateliers, et les photographies pourront être comparées afin d'observer les éventuelles évolutions et changements. Ces informations seront utiles pour réorienter la conduite des futurs ateliers.



Figure 5 Madame Fitia RAKOTONIAINA, Chargée d'Etudes et de Capitalisation, ONG Ran'Eau

Effectivement, dans le cadre du projet Ranomanga, les trois modèles de gestion sont observés et évalués afin de pouvoir les comparer et déterminer lequel est le plus performant. Pour ce faire, des indicateurs pertinents sont identifiés pour mesurer les activités et les résultats des gestionnaires dans chaque modèle. Ces indicateurs peuvent inclure des éléments tels que la satisfaction des utilisateurs, le taux de couverture des services, la durabilité des infrastructures, la participation communautaire, la transparence financière, etc. En utilisant ces indicateurs, il sera possible d'évaluer les performances de chaque modèle de gestion et d'identifier les forces et les faiblesses de chacun, ce qui permettra de prendre des décisions éclairées pour améliorer les services EAH dans les zones d'intervention du projet.

Rôles d'un Observatoire



Effectivement, un observatoire répond à cinq questions clés. "Qui ou quoi ?" concerne l'unité statistique qui est étudiée, que ce soit les points d'eau, les ménages, les communes ou les systèmes de gestion. "Combien ?" concerne la taille de l'échantillon, c'est-à-dire si l'ensemble de la population est étudié ou si un échantillon est sélectionné. "À quelle fréquence ?" concerne la périodicité des observations, c'est-à-dire combien de fois et à quel moment les données sont collectées. "Quelle est la période de référence ?" concerne la comparaison des données avec une référence spécifique, par exemple le dernier semestre ou la dernière observation. Enfin, "Comment on va prendre la photo ?" concerne la méthodologie utilisée pour collecter les données, qui peut inclure des enquêtes, des entretiens, des relevés sur le terrain, etc.

Dans le projet Ranomanga, les données seront collectées à l'aide d'un questionnaire basé sur des déclarations des participants ainsi que des observations directes. Cette collecte de données se fera à une fréquence semestrielle et annuelle, en couvrant l'ensemble des communes, mais en utilisant des échantillons de ménages. Des panels de ménages seront constitués et enquêtés de manière semestrielle, ce qui permettra de suivre l'évolution des indicateurs au fil du temps et d'obtenir des données illustratives de la situation dans les zones d'intervention du projet.

Les démarches de mise en place de l'observatoire dans le projet Ranomanga commencent par des études de référence. Ces études comprennent une enquête qualitative, au niveau communautaire, réalisée à travers des focus groupes avec les autorités locales, les aînés, les personnes influentes et les différentes instances. Cette enquête vise à comprendre les niveaux hiérarchiques au sein de la communauté, les interdépendances, les influences et les impacts sur la population.

Parallèlement, une enquête quantitative au niveau des ménages est réalisée dans cinq communes, touchant un total de 1 552 ménages. Cette enquête sert de guide initial et de premier contact avec la population afin de déterminer si les enquêtes seront bien accueillies et

si des collectes longitudinales seront possibles. Elle permet également de guider le choix des indicateurs à évaluer.

Une étape de restitution des résultats est ensuite organisée au niveau des communes, où les représentants communaux et les parties prenantes se réunissent pour prendre connaissance des résultats des enquêtes. Les remarques et réactions recueillies lors de cette restitution sont prises en compte pour élaborer un premier projet d'observatoire.

Suit ensuite l'étape de co-construction et de validation communale des indicateurs, où les détails des indicateurs à suivre dans le cadre de l'observatoire sont discutés et validés. Au total, six thèmes sont abordés : données globales sur les communes, fonctionnalité des ouvrages, activité et résultats des gestionnaires, satisfaction des usagers et tarifs de l'eau, participation citoyenne et inclusive, niveau de connaissance de la population. Les indicateurs sont co-construits au sein de l'équipe de mise en œuvre du projet, puis présentés aux autorités communales et aux parties prenantes pour validation.

Ensuite, la préparation des enquêtes et la collecte des données sont effectuées. Tous les outils de l'observatoire sont produits en français et en malgache, et les termes spécifiques sont expliqués de manière détaillée pour assurer une meilleure compréhension.

La remontée des données commence par l'identification des détenteurs de l'information tels que les enquêteurs et les fournisseurs de données. Par exemple, le maire et son adjoint peuvent fournir des données globales sur la commune, les représentants des usagers de l'eau peuvent donner des informations sur la satisfaction des usagers, et les techniciens peuvent contribuer à évaluer la fonctionnalité des services. Les informations collectées sont ensuite centralisées dans une base de données chez Ran'Eau.

Enfin, la formation des parties prenantes et les tests de questionnaires permettent d'évaluer la pertinence des questions, la réaction de la population aux questions posées et de déterminer les bénéficiaires des informations collectées.

La mise en place d'un observatoire peut faire face à plusieurs défis. Voici quelques-uns des défis rencontrés dans le cadre du projet Ranomanga :

1. Défis territoriaux : Les communes enclavées, la grande étendue géographique et l'insécurité peuvent rendre l'accès difficile aux différentes zones d'intervention. Cela peut poser des problèmes logistiques pour la collecte des données et la coordination des activités de l'observatoire.
2. Défis socioculturels : Les tabous, les barrières linguistiques et le niveau d'instruction peuvent influencer la participation et la compréhension des populations concernées. Il est essentiel de prendre en compte ces facteurs culturels pour adapter les approches de collecte de données et de communication.

3. Défis méthodologiques : La sélection des indicateurs pertinents et des informations à observer est un défi important dans la mise en place de l'observatoire. Il est essentiel de choisir des indicateurs qui reflètent de manière fiable les performances et les résultats du secteur EAH. De plus, il est nécessaire de responsabiliser et de motiver les parties prenantes impliquées dans l'observatoire pour assurer une collecte de données régulière et fiable.
4. Fiabilité des données : Il est important de mettre en place des procédures rigoureuses de collecte, de stockage et de gestion des données pour garantir leur qualité. Cela implique la formation des enquêteurs, des mécanismes de vérification des données et des contrôles de qualité réguliers.

La connaissance de ces défis permet de mieux les anticiper et de mettre en place des stratégies adaptées pour surmonter ces obstacles dans la mise en place de l'observatoire.

Questions / Réponses / Remarques

L'AFD soulève des inquiétudes concernant la réplication d'un modèle unique dans d'autres communes, en raison des spécificités et des besoins propres à chaque système de gestion de l'eau et de l'assainissement. Plutôt que de chercher à reproduire un modèle identique, il serait plus pertinent de mettre en valeur les particularités intéressantes de chaque modèle et de les adapter en fonction des réalités locales. Cela permettrait de développer des solutions sur mesure qui répondent aux besoins spécifiques de chaque commune, tout en favorisant l'échange de bonnes pratiques entre les différents modèles de gestion. La mise en place d'un observatoire peut également contribuer à cette approche en fournissant des données et des informations permettant d'évaluer et de comparer les différentes pratiques et performances des modèles de gestion. Cela peut aider à identifier les points forts et les bonnes pratiques de chaque modèle, ainsi que les domaines où des ajustements sont nécessaires. Il faudrait capitaliser sur les résultats positifs observés sur le terrain et à développer des approches adaptées aux spécificités de chaque commune tout en favorisant le partage des bonnes pratiques et des connaissances entre les différents modèles de gestion.

- ⇒ Les membres du consortium sont d'accord avec cette remarque et reconnaissent la nécessité de prendre en compte les spécificités de chaque modèle de gestion, ainsi que les contextes et les limites propres à chaque commune. L'observatoire pourra donc se concentrer sur l'observation des différentes pratiques et performances des modèles de gestion sans chercher à les comparer directement entre eux. Cela permettra d'identifier les forces et les faiblesses de chaque modèle, ainsi que les facteurs clés de succès et les défis rencontrés dans chaque contexte.

La stratégie du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) de desservir d'abord les zones les plus peuplées avant de s'étendre vers les zones moins peuplées et enclavées est pertinente pour atteindre l'objectif d' "eau pour tous" dans le pays. Cela reste

toutefois un grand défi pour Madagascar. Il est crucial de trouver des solutions durables qui garantissent la participation active des usagers et assurent une gestion financière efficace des services d'eau. Cela contribuera à assurer la pérennité des infrastructures, la qualité des services et l'accès à l'eau pour l'ensemble de la population malgache. Le consortium, en collaboration avec les autorités compétentes et les parties prenantes concernées, peut travailler ensemble pour élaborer des stratégies adaptées au contexte local et promouvoir une réflexion approfondie sur les défis liés au recouvrement des cotisations.

- ⇒ La mise en place de réseaux d'eau avec un tarif volumétrique a été suivie d'enquêtes qui ont révélé l'incapacité de nombreux ménages à payer l'eau. Afin de garantir l'accès à l'eau potable pour tous, notamment les ménages vulnérables, un tarif social a été instauré, permettant un accès à un coût réduit. Cette approche équitable et solidaire vise à assurer que personne ne soit exclu de l'accès à l'eau en raison de contraintes financières.

Est-ce que l'observatoire a remarqué des impacts sur les ressources en eau selon le modèle de gestion de l'approvisionnement en eau choisi dans chaque commune ? Y-a-t-il des indicateurs pour mesurer ces impacts ?

- ⇒ L'Observatoire est en cours de mise en place et de lancement. Aucun résultat n'en est ressorti pour l'instant. En ce qui concerne les indicateurs, le croisement des indicateurs préétablis pourront peut-être mesurer l'impact. La raison même de la réunion du jour est de réfléchir sur le sujet.

Est-ce que l'on peut connaître le nombre d'abonnés dans chaque modèle de gestion ainsi que le tarif volumétrique appliqué ?

- ⇒ Ces données peuvent être partagées ultérieurement aux participants de l'atelier.

Serait-il possible de collaborer avec le MEAH pour que les données mentionnées ci-dessus soient intégrées dans la base de données nationale (SE&AM) ? Est-ce que les indicateurs choisis sont en lien avec l'ODD n°6 ?

- ⇒ Les indicateurs de RANOMANGA pourront renseigner le SE&AM, certains indicateurs sont cependant propres à l'observatoire RANOMANGA.

3. L'observatoire de la Ressource en Eau d'Haute Matsiatra – Programme Eaurizon

Mr. RANAIVONJATO Niaina Mickaël, Chargé de l'animation de l'Observatoire, présent en ligne, a pris la parole pour présenter l'observatoire de la ressource en eau d'Haute Matsiatra, fruit de la collaboration des acteurs EAH de la région Haute Matsiatra. Le représentant du programme Eaurizon 2025 a rappelé que le changement climatique affecte la ressource en eau et la raréfie. Ainsi, un observatoire de la ressource en eau est important pour permettre un suivi de cette ressource et de souligner quelques potentiels prévisions et scénarios. L'observatoire permet d'avoir une connaissance et une vision générale de la ressource en eau en Haute Matsiatra.

Les différentes étapes, passées et futures, de l'observatoire ont été présentées, du constat des faits et la définition des objectifs jusqu'à la mise en place de la gouvernance et la conception de l'outil d'observation en passant par le plaidoyer et le recueil de données.

Les données sont recueillies sur toute l'étendue de la Haute Matsiatra avec l'aide des différents acteurs présents, comme les acteurs économiques, les agriculteurs et même la météo. Les données recueillies sont toutes sous formats numériques et sont validées et discutées auprès de chaque acteur pour une meilleure appropriation.

Une autre étape importante correspond à rendre les données visuelles et compréhensibles pour tout le monde.

En termes de gouvernance, Il s'agit d'un outil d'aide à la réalisation des projets et d'appui à la prise de décision dans la région Haute Matsiatra et l'expertise développée sera mise à disposition pour le développement de la région. En effet, l'observatoire est également un lieu de discussion avec les acteurs, parties prenantes (décideurs) mais aussi les Universités (étudiants et chercheurs). Les décideurs peuvent identifier des besoins, selon les connaissances fournies par l'observatoire, et solliciter les chercheurs ou organismes pour la mise en œuvre d'un projet, après financement.

L'observatoire n'a pour l'instant pas rencontré de difficultés majeures. Néanmoins, certaines problématiques sont liées à l'accessibilité des données ainsi que l'absence de données réelles pour pouvoir ajuster et rendre conforme les résultats traités par l'observatoire.

4. Observatoire de l'Eau pour le bassin pilote de la région SAVA – CCD

L'ONG Centre pour la Communication et le Développement (CCD) a établi le Centre Universitaire Régional de la SAVA (CUR SAVA) à Antananarivo, fonctionnant comme une institution éducative. Son mandat principal est de superviser et de mettre en œuvre des projets de développement au sein du centre universitaire. L'observatoire a été créé dans le cadre du projet Gire SAVA, un projet interuniversitaire soutenu financièrement par l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), une institution belge, et co-coordonné par l'Université Catholique de Louvain et l'ONG CCD. Dans le cadre de ce projet, des partenariats ont été établis avec les universités de Tananarive.



Figure 6 Madame Hélène VOAANGINIRINA, Doctorante et chercheur au sein de l'ONG CCD

L'objectif final est le renforcement des capacités des acteurs en GIRE. Le bassin d'Ankavia a été choisi car c'est le plus petit bassin versant dans la région de SAVA et le fait qu'il soit près du centre universitaire rend le choix pratique. En 2016, le CCD s'est concerté avec tous les acteurs, les autorités villageoises et autorités étatiques dans le SAVA et ont identifié quelles sont les problématiques liées à l'eau dans la région et aussi dans le bassin versant. À partir de là, il a été décidé qu'il fallait des données pour l'observatoire, des financements ont été demandés, et ont été reçus en 2017.

L'équipe technique du projet s'est concertée au sujet des données nécessaires et les membres du comité ont conclu qu'il fallait des données socioéconomiques, hydro-climatiques, des données sur la qualité de l'eau, et des données hydrologiques pour avoir des données quantifiables. Plusieurs observatoires sont donc mis en place.

1. Pour l'observatoire hydrologique : Une vingtaine de stations de suivi réparties dans tout le bassin sont mises en place, ainsi qu'une vingtaine de pluviomètres. Ces stations mesurent les débits des rivières et les paramètres climatiques. Les outils de télédétection quantifient la couverture et l'occupation du sol.
2. Pour l'observatoire de la qualité de l'eau : Une dizaine de stations de suivi sont mises en place autour du bassin et mesure des caractères physicochimiques et biologiques de l'eau du bassin. La télédétection pour évaluer la qualité de l'eau.
3. Pour l'observatoire hydrogéologique : Une dizaine de piézomètres sont installés à l'aval du bassin. Le centre mesure le niveau d'eau d'horaire et en laboratoire on essaye d'étudier les caractères physico-chimiques de l'eau souterraine, puis les détecteurs permettent de mesurer les caractéristiques géologiques.
4. Pour l'observatoire socio-économique : Ce sont des enquêtes ménages. Ces enquêtes visent à recueillir des informations sur la composition des ménages, leurs activités socioéconomiques, l'utilisation des ressources en eau, ainsi que les caractéristiques des

activités agricoles dans le bassin. L'objectif est également de comprendre les stratégies d'adaptation mises en place par la population. En parallèle, des données sont collectées auprès des autorités concernant la population, ses caractéristiques démographiques, les équipements et infrastructures disponibles, ainsi que les initiatives publiques et les acteurs impliqués dans la gestion du bassin versant. Ces informations permettent d'avoir une vue d'ensemble des aspects socio-économiques liés à la gestion des ressources en eau dans la région.

Le bassin versant étudié est composé de trois petits bassins indépendants qui se rejoignent pour former un seul bassin. Quatre comités de bassin gèrent l'approvisionnement en eau. Chaque comité de bassin comprend un président, un vice-président, un secrétaire, un conseiller, un responsable logistique et un responsable de sensibilisation. Ce comité a pour mission de sensibiliser, fournir des conseils à la population, et sécuriser le matériel utilisé. Au début du projet, le comité se réunit pour identifier les problématiques spécifiques au bassin versant. Il identifie également des personnes ressources, telles que des agents de suivi et des coordinateurs locaux, qui aident les chercheurs dans la collecte et la centralisation des données. Ces données sont ensuite exploitées par les chercheurs pour leurs publications. Il est obligatoire pour les chercheurs de restituer les résultats de leurs recherches aux usagers et aux autorités de la région. Ils collaborent étroitement avec la DREAH SAVA (Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène) ainsi qu'avec les communes et les autorités étatiques de la région du SAVA.

Les principales difficultés rencontrées dans la région sont l'absence de matériels de base tels que des piézomètres et des pluviomètres, la difficulté d'accès aux stations de suivi et l'emplacement par défaut des matériaux, le transport complexe des équipements et des échantillons, les problèmes de vandalisme, ainsi que le manque de motivation des personnes impliquées perturbant la collecte de données. Ces défis combinés rendent la mise en place et le fonctionnement de l'observatoire plus complexes et entravent la collecte d'informations fiables.

[Questions / Réponses / Remarques](#)

Comment pourrait-on valoriser les expériences et étapes déjà entamées/effectuées au niveau des communes, régions, et nos zones d'intervention ? Effectivement, la lettre de la politique de la décentralisation émergente et le plan national de la décentralisation émergente, au sein desquels le secteur EAH tient une grande place, sont actuellement élaborés. Pour pouvoir alimenter ces derniers, un centre régional d'observation et de communication se trouve au niveau des régions. Il s'agit d'un outil de communication et d'aide à la prise de décision des autorités locales.

En ce qui concerne la remontée des données, et le suivi-évaluation, gardez-vous les informations recueillies ou les partagez-vous au niveau des Ministères ? Si vous les remontez au niveau du Ministère chargé de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, comment le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation pourrait-il avoir ces données, étant donné

qu'il s'agit de travaux effectués au niveau des communes, régions, qui pourraient servir d'alimentation au bulletin annuel produit sur la décentralisation ? Tous ces efforts devraient être valorisés dans ces bulletins.

- ⇒ Concernant le projet de GIRE SAVA, des restitutions sont organisées dans le bassin versant en partenariat avec la Direction Régionale en EAH (DREAH) et le gouverneur. Ces restitutions et sensibilisation ont lieu semestriellement et sont coordonnées avec des actions de sensibilisation auprès de la population. Toute l'équipe du projet fait alors une descente dans le bassin versant avec une restitution dans une langue que tout le monde peut comprendre.

Pour GIRE Sava, existe-t-il un lien entre les différents observatoires ? Comment est-ce que les données collectées par l'Observatoire sont restituées et partagées pour qu'elles soient utilisées ? au niveau de la commune, de la région, du MEAH ... ? Quelle est la durée de vie du projet ? Concernant les enquêtes socio-économiques, à quelle fréquence ont-elles lieux ? Comment les coordonnateurs locaux sont choisis ? Quels sont les défis concernant la fiabilité des données ? Il y a-t-il un mécanisme de vérification de la fiabilité des données ?

- ⇒ Un comité a fait un rapport à la Direction Générale de l'Eau. Des mémoires sont également consultables par le grand public au niveau des sites universitaires partenaires.
- ⇒ Le projet avait initialement une durée de vie prévu de 2019 jusqu'en août 2023. Actuellement l'équipe recherche des financements pour continuer le projet.
- ⇒ Il existe des données interdépendantes permettant de faire un lien entre les quatre différents observatoires du projet. La collecte des données se fait mensuellement, mais les enquêtes socio-économiques se font moins régulièrement.
- ⇒ Quant aux coordonnateurs locaux, ce sont des personnes qui se sont manifestées lors d'autosensibilisation et ont été formés par le projet pour collecter et enregistrer les données.
- ⇒ Pour assurer la fiabilité des données, l'équipe effectue une descente mensuelle pour vérifier la collecte et le matériel.

Comment faire pour pérenniser l'observatoire ?

- ⇒ Pour assurer la pérennité de l'observatoire, il est crucial de favoriser la cohésion et le travail d'équipe au sein de l'équipe, en encourageant la communication et la collaboration. En valorisant les contributions de chaque membre et en partageant les responsabilités, l'observatoire peut être solidifié et maintenu dans le temps.

Ran'Eau encourage les acteurs à partager des documents à diffuser et à vulgariser, ainsi qu'à soumettre des résumés de recherche de la part des étudiants, thésards et chercheurs. L'organisation envisage également d'organiser des séances mensuelles d'échanges entre chercheurs et professionnels pour favoriser la collaboration et la diffusion des connaissances.

Existe-t-il un processus de validation des données pour garantir leur fiabilité ?

- ⇒ Des événements de restitution sont organisés dans le bassin versant en collaboration avec la Direction Régionale en Eau, Assainissement et Hygiène (DREAH) ainsi que le gouverneur, dans le cadre du projet de GIRE SAVA. Ces restitutions et sensibilisation ont pour objectif de présenter et partager les résultats, les avancées et les recommandations du projet de GIRE SAVA avec les parties prenantes, y compris la DREAH et le gouverneur. Ces événements permettent de sensibiliser, d'informer et d'impliquer les acteurs locaux dans la gestion durable des ressources en eau et de favoriser leur participation active dans la mise en œuvre des mesures recommandées.

Comment la durabilité des observatoires est-elle envisagée ?

- ⇒ Eurizon espère que l'observatoire sera durable et maintenu en intégrant la région et en impliquant les acteurs locaux ainsi que la population.
- ⇒ CCD : Pour assurer la durabilité des observatoires, il est essentiel de les intégrer dans les systèmes officiels - structures, mécanismes et processus institutionnels établis par les autorités gouvernementales ou les organisations reconnues - , en permettant le partage de données accessibles à tous. Il est également important d'exploiter les bases de données internationales pour renforcer leur pérennité.

Réflexion Pour assurer la durabilité des observatoires, il est essentiel de les intégrer dans le système national. Une option envisagée est la centralisation des informations provenant des différents observatoires au sein d'un observatoire national ou d'un dispositif étatique coordonné par les ministères concernés tels que le MEAH (Ministère de l'Eau et de l'Assainissement), le MID (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation) , etc. Un tel observatoire permettrait de regrouper les données et les recherches réalisées, facilitant ainsi la capitalisation des connaissances et l'échange d'informations entre les différentes parties prenantes.

Effectivement, pour assurer la durabilité des observatoires il faudrait réunir les acteurs pour que chacun puisse assumer ses responsabilités.

L'expérience de l'observatoire de la ressource en eau montre qu'un observatoire n'a pas que pour but d'avoir accès à des données mais aussi d'impliquer tout le monde de manière imminente. Cette implication permettrait aussi d'assurer une durabilité en responsabilisant les différentes parties.

Une des difficultés rencontrées par CCD est liée aux différentes directions concernées par les ressources en eau. Faire une demande à une direction peut prendre du temps, alors que la science n'aime pas attendre. Il paraît donc important de trouver une solution pour mieux coordonner les acteurs.

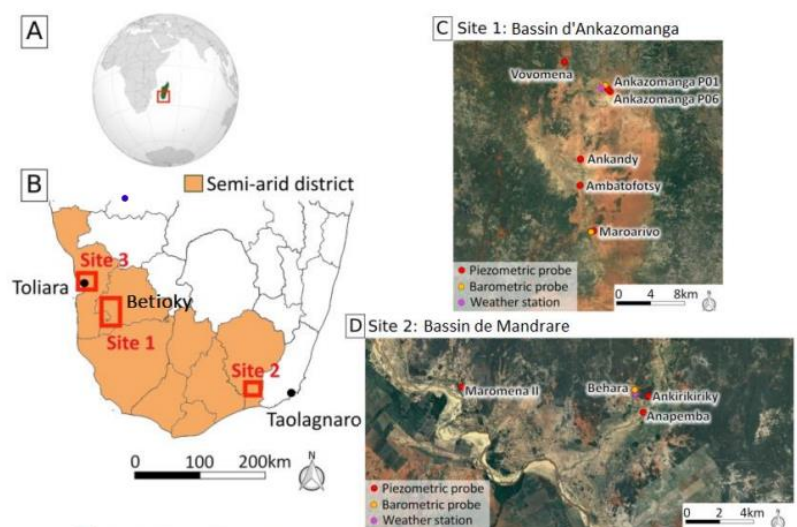
5. Groundwater Resource Observatory for Southwestern Madagascar – Action Contre la Faim (ACF)

Le Groundwater Resource Observatory for Southwestern Madagascar (Observatoire des Ressources en Eau Souterraine pour le Sud-Ouest de Madagascar) revêt une importance particulière en raison de sa localisation dans une zone semi-aride. Cette région est caractérisée par des conditions climatiques arides et une disponibilité limitée en eau, ce qui rend la gestion durable des ressources en eau souterraine d'une importance cruciale. L'observatoire joue un rôle clé dans la surveillance, l'évaluation et la recherche des ressources en eau souterraine dans cette zone, ainsi que dans le développement de stratégies adaptées pour une utilisation optimale de cette ressource.



Figure 7 Madame Fara RAKOTOMANDRINDRA, Représentante de l'ACF

L'observatoire GROSOM est le fruit d'une collaboration entre Action contre la Faim (ACF), des universités malgaches et des universités françaises. Il s'agit d'un observatoire dédié aux suivis de ressources souterraines du sud-ouest de Madagascar afin de répondre au besoin de données pour trouver des solutions durables à la sécheresse chronique dans la région. L'observatoire souhaite mettre en place un système de surveillance et d'alerte précoce basée sur des preuves scientifiques.



L'observatoire suit le niveau piézométrique des nappes phréatiques. Des sondes permettent ainsi de relever ces niveaux, soit de manière automatique et numérique (sonde Diver), soit à la

main. Ces sondes sont installées dans des piézomètres, dans des forages de la JIRAMA ou dans des forages communautaires. Additionnellement, l'observatoire suit aussi la météorologie pour des données hydro climatiques.

Les sondes sont installées dans 3 zones du sud-ouest de Madagascar.

L'indice de position permet de comparer les données mesurées à différent moment de l'année et entre différentes années.

L'observatoire combine ses efforts avec UNICEF qui possède aussi des sites de mesure du niveau des nappes phréatiques. Cette collaboration permet la publication de bulletin couvrant une plus grande zone géographique.

Mme. RAKOTOMANDRINDRA a mentionné des problèmes rencontrés par le projet ainsi que quelques solutions trouvées pour y faire face :

- Endommagement des sondes pour ceux installées dans les forages : retrait des sondes et Rajout de forages
- Vol des sondes : Mise en place d'infrastructures de sécurité, sensibilisation de la communauté sur l'importance des suivis
- Manque de site pour données hydrogéologiques : Rajout de forages

Aujourd'hui ACF réfléchi au devenir de l'observatoire et sa durabilité. Idéalement, l'observatoire sera confié à une institution existante et compétente pouvant maintenir le relevé de données et la publication des bulletins.

6. Suivi de la qualité de l'eau des aquifères en Région Analamanga – Bushproof

Bushproof a été créé par des passionnés de développement en 2004, il y a presque 20 ans. L'entreprise est spécialisée en eau sous terraines à partir d'études et propose donc une évaluation de la capacité de la nappe, que ce soit pour l'eau potable ou l'agriculture. Depuis son existence, Bushproof a réalisé plus de 3000 forages. L'entreprise vend à ses clients un package avec un forage, un test de pompage (pour tester potentialité et qualité de la nappe) et un test de qualité de l'eau. Avec les données collectées par défaut, au lieu de trouver des financements ils pensent avoir des bonnes informations grâce à leur clientèle. C'est une idée développée à la création de Bushproof à l'aide d'une cartographie. Depuis l'année dernière, l'idée de faire cette cartographie a été reprise, donc Bushproof a commencé à archiver ses données pour être classées, triées et rendu utiles. Ils ont trouvé un financement avec la Swiss Human Aid pour rendre les données plus accessibles et exploitables pour tout le monde.



Figure 8 Monsieur Serge RANAIVOJAONA, Directeur Général de Bushproof

La méthodologie de base de suivi de la qualité de l'eau est de bien identifier l'objectif de l'observation, le mettre dans le temps et l'espace, avec la fréquence et penser l'endroit et la méthodologie de la collecte des données. Avec Bushproof, ce processus se fait automatiquement à chaque fois qu'il y a un forage ou un test de qualité. Lorsque le client demande de faire des tests de qualité d'eau, selon la loi le test est à faire deux fois.

Bushproof partage l'importance de la redevabilité dans le partage des données, cependant, ils soulignent également la nécessité d'obtenir le consentement des personnes concernées ou de rendre les données anonymes avant de les partager. Ils accordent une grande importance à la protection de la confidentialité et à la préservation des droits et de la vie privée des individus dont les données pourraient être utilisées dans le cadre de ces observatoires. En ce qui concerne leur travail sur la cartographie sud, Bushproof envisage de partager des données avec le public, mais pas sous leur forme brute. Cela signifie qu'ils prévoient de traiter et de présenter les données de manière à les rendre plus accessibles, compréhensibles et utilisables pour le grand public.

La procédure de mise en place du suivi par Bushproof commence par une demande d'un client privé pour effectuer un suivi de la qualité des sources d'eau. Un premier test d'évaluation est réalisé pour identifier d'éventuelles anomalies. Si des problèmes sont détectés, Bushproof conseille les mesures à prendre pour rendre les sources d'eau potables, et le client est responsable de la construction des installations de traitement nécessaires. Par la suite, Bushproof effectue des tests annuels réguliers pour assurer le suivi de la qualité de l'eau.

Bushproof fait face à plusieurs défis dans le suivi de la qualité de l'eau. L'un de ces défis concerne la dimension de la surveillance, car Madagascar est un pays vaste et tout surveiller serait difficile. Le transport des échantillons pose également un problème, notamment pour les analyses bactériologiques qui doivent être réalisées dans les 6 heures suivant la collecte de

l'eau. La fiabilité des données est également une préoccupation, car les clients sont responsables de prélever les échantillons eux-mêmes. Un autre défi réside dans la fréquence des analyses, qui doivent être effectuées deux fois par an. Le dernier défi réside dans la diffusion des données auprès du grand public.

Il est essentiel de suivre la qualité des eaux souterraines dans le temps et dans l'espace. Il est également important de déterminer quels paramètres doivent être surveillés, qu'ils soient de nature physique, chimique ou bactériologique. Le choix de la technique et de la technologie à utiliser, ainsi que le coût de la station d'observation, doivent également être pris en compte. Bien entendu, le suivi, la collecte et le traitement des données sont des éléments essentiels. Enfin, Bushproof évalue l'influence de la vulnérabilité des aquifères sur la qualité de l'eau.

La collecte de données dans les zones rurales présente des obstacles, par ses étendues dans le territoire Malagasy. On note également peu d'intérêt commun pour mettre en place un système de collecte de données. Enfin, il réside la problématique que pour avoir une bonne interprétation le suivi doit être fait sur des dizaines d'années.

Pour améliorer la mise en place et la conduite d'un observatoire, les conditions suivantes devraient être remplies : définir un objectif commun pour le secteur (créer un intérêt intersectoriel...), bien comprendre l'utilité de l'observatoire, intérêt économique, social ou environnemental, des technologies et méthodologies de collecte de données adaptés au contexte et enfin un bon archivage, traitement, partage réfléchi et sécurisation des données.

En résumé, pour améliorer la mise en place et la conduite d'un observatoire, il est essentiel de **définir un objectif commun, de comprendre l'utilité de l'observatoire, de viser un intérêt économique, social ou environnemental, d'utiliser des technologies adaptées, et de gérer les données de manière sécurisée et réfléchie**. En respectant ces conditions, l'observatoire peut jouer un rôle efficace dans la collecte d'informations précieuses et l'aide à la prise de décision éclairée.

[*Intervention des communes](#)

Les Maires des communes d'intervention du projet expriment leur reconnaissance et leur gratitude envers le partenaire technique et financier, l'AFD, ainsi que tous les acteurs du projet, pour les actions déjà réalisées au cours de toutes ces années. Ils remercient l'ONG Ran'Eau d'avoir organisé un atelier qui met en valeur leurs communes d'intervention et l'observatoire qui y est mis en place. Ils affirment leur volonté de travailler avec les acteurs du projet et se disent prêts à contribuer aux activités futures.



Figure 9 Monsieur le Maire de la Commune Rurale de Sadabe

Questions / Réponses / Remarques

Vous avez mentionné que l'observatoire sera donné à une institution Pourriez-vous nous en dire plus ? Existe-t-il déjà une institution prête à le recevoir ? ou est-ce qu'il est prévu de mettre en place une nouvelle institution ? Est-ce qu'il y a des restitutions auprès de la population ?

- ⇒ Pour le moment, Action contre la Faim (ACF) assure le financement de l'observatoire, y compris l'achat de sondes et les activités de collecte de données. Cependant, dès le début, ACF avait conscience que le financement à long terme de cet observatoire n'est pas tenable, notamment parce que l'observatoire est destiné à avoir une durée de vie prolongée. C'est pourquoi ACF souhaite qu'une institution étatique telle que le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH), ou l'Alimentation en Eau dans le Sud (AES), ou une autre institution comme une université, reprenne la gestion de l'observatoire.
- ⇒ L'observatoire publie des bulletins trimestriels en malagasy. Ces bulletins sont partagés au niveau des sites de l'observatoire, mais il n'y a pas de restitutions au sein des communes.

Existe-t-il déjà une conclusion concernant l'état global des aquifères par rapport aux données que vous avez déjà ?

- ⇒ Dans les zones densément peuplées, la contamination des nappes phréatiques est élevée, en particulier lorsque celles-ci sont peu profondes. Cependant, le premier à être informé de cette contamination est le client de Bushproof. Toutefois, les données sont confidentielles, donc le client doit donner son autorisation pour partager ces alertes avec le grand public. De plus, Bushproof effectue une évaluation comparative de la

qualité de l'eau, car à chaque forage réalisé, la qualité de l'eau est mesurée par l'entreprise.

- ⇒ Bushproof accompagne les clients dans les démarches de demandes d'autorisation de l'ANDEA notamment dans le cadre d'activités industrielles.
- ⇒ Bushproof est membre du cluster WASH et essaie donc de partager les données au sein du cluster WASH, quand cela est autorisé.

Il est essentiel de mettre en place une synergie entre les acteurs du secteur. Cela revêt une importance particulière dans la gestion des risques, où la disponibilité de données et une collaboration efficace sont primordiales.

Vous avez dit que pour le moment vous ne saviez pas comment transmettre l'observatoire à une institution. En l'absence d'une institution adaptée, avez-vous tout de même comme projet de le maintenir ? Est-ce que qu'ACF a une vision pour GROSoM ?

- ⇒ ACF ne pense pas arrêter son soutien pour l'observatoire tant qu'une institution n'a pas été identifiée. Ainsi, pour le moment il n'y a pas de crainte pour la durabilité de l'observatoire.

Tout à l'heure, vous avez dit que des sondes sont installées, à la fois dans piézomètres et dans des forages exploités par la population. Pourquoi avoir installé des sondes dans les forages utilisés par la population ? Est-ce que les retraits de ces sondes n'affectent pas la disposition des données et les analyses pouvant être effectuées ?

- ⇒ Pourquoi mettre des sondes dans les forages ? Pour accéder à l'eau souterraine et mesurer la variation des eaux souterraines. Alors que les forages coutent très chers. Donc ACF a préféré utiliser les forages existants, quand il y en avait.
- ⇒ Les mesures dans les piézomètres, comme ceux-ci ne sont pas utilisés par la population, montrent uniquement les variations de recharge de la nappe phréatique. Les mesures prises dans les forages montrent les variations dues à la consommation de la population durant la journée, cependant durant la nuit, la nappe phréatique reprend son niveau normal.

Bushproof réalise le calcul de la production de la nappe phréatique en utilisant généralement deux sondes : une directement dans le forage et une autre dans un piézomètre situé à quelques mètres du forage. Toutefois, étant donné que cette méthode est assez coûteuse, Bushproof ne l'applique que sur demande de ses clients.

Suggestion : est-ce possible de mettre en place un comité de pilotage constitué de différentes institutions et entités concernées par l'observatoire pour assurer le suivi et la maintenance de l'observatoire GROSoM ?

7. Travaux de groupes et restitution

L'assistance a été divisé en trois groupe pour travailler sur trois sujets différents.

| Comment assurer la fiabilité des données malgré les différents maillons de collecte ? | Comment valoriser les informations collectées et les rendre accessibles à toutes et à tous ? | Comment assurer la durabilité des observatoires ? |
|--|---|--|
| <p>Les risques vis-à-vis de la fiabilité des données peuvent être d'origine personnelle. Trois incertitudes ont été identifiées, ainsi que des propositions de solutions y afférentes.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Incertitude technique</u> <ul style="list-style-type: none"> - Formation des équipes locales plus incertaine - Constance des équipes 2. <u>Incertitude méthodologique</u> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi régulier de la collecte des données - Maintenance du matériel si cela est applicable 3. <u>Incertitude de saisie</u> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier les méthodes de saisies automatisées/préalablement programmés - Utiliser des outils de saisie (KoboToolBox, etc.) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisations et rapports : <ul style="list-style-type: none"> - Vulgariser les informations collectées en tenant compte du genre, et en utilisant des termes « terre à terre » 2. Plateforme en ligne : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des plateformes/bases de données rassemblant les données alimentées par les observatoires 3. Plaidoyers pour une meilleure accessibilité des données 4. Mise à disposition des données brutes aux scientifiques, aux différents intervenants locaux pour qu'ils puissent traiter et produire des documents et des études à partir de ces données. 5. Production et dissémination des livrables 6. Traduction des documents en langue malgache OU en dialecte local 7. Etablissement des accords\conventions et installation d'un climat de confiance entre utilisateurs 8. Présentation des résultats des cartes 9. Invitation la communauté à alimenter l'Observatoire à leur tour 10. Utilisation des cellules régionales de communication 11. Utilisation et valorisation des données sous formes de bulletins ou d'autres livrables | <ol style="list-style-type: none"> 1. Volonté politique : à orienter vers la mise en application des lois 2. Donner une valeur économique aux données pour faire fonctionner l'Observatoire et revoir et remettre une institution (structure) au niveau BV, une institution semi-publique ou publique 3. Instaurer la multi-sectorialité qui converge vers un seul point (...) Etablir un protocole d'accord sur la disposition des données 4. Instaurer une base de données unique. Standardiser les données, même canevas et même output. Profiter de l'Intelligence artificiel : Big DATA, développement et utiliser la technologie 5. Assurer la formation de la relève |

| | | |
|--|---|--|
| | <p>en tenant compte du niveau de connaissance du public cible</p> | |
|--|---|--|



Figure 10 Travaux de groupe

Discours de fermeture

Mr. RASOLOFO Patrick Rasolofo, Directeur Exécutif de Ran'Eau a pris la parole pour proposer un résumé des apprentissages de la journée. Un observatoire nécessite un phénomène à observer : eaux souterraines, eaux de surface, bassins versants, qualité de l'eau, etc. L'objectif d'un observatoire est de permettre un suivi afin de prendre des décisions et de lancer l'alerte au besoin. Il existe différentes données pouvant être suivies : techniques et socio-économiques, avec différents matériels mais aussi des difficultés respectives. Or, compte tenu de ces difficultés, les questions de la fiabilité des données, du territoire observé, de la fréquence des collectes sont cruciales. Un observatoire doit aussi permettre de transmettre les observations. Il a donc beaucoup été question du partage des données, brutes ou déjà traitées, du mode de diffusion mais aussi des problématiques liées à la confidentialité des données. Il est aussi intéressant de noter que différents observatoires ont fait le choix de se rapprocher d'université pour les analyses.

La notion de gouvernance est revenue plusieurs fois durant l'atelier : concertation pour les données, s'appuyer sur les structures locales (comment restituer les données notamment). Pour le moment les observatoires dépendent de financement externe et il est important de débiter une réflexion sur la durabilité et la survie des observatoires, en s'inspirant de la bonne pratique et des leçons à tirer du réseau des observatoires ruraux à Madagascar ou en créant un observatoire national.



Figure 11 De gauche à droite: Monsieur Patrick RASOLOFO, Directeur Exécutif de l'ONG Ran'Eau, et Madame Herizo ANDRIAMIALIJAONA, Assistante de Programme de l'ONG Inter Aide

Mme ANDRIAMIALIJAONA Herizo a pris la parole pour remercier tous les acteurs venus pour se concerter et travailler ensemble sur l'Observatoire Rural en EAH du projet Ranomanga. L'un des objectifs du projet est de partager les actualités sur les avancements et sur l'Observatoire aux équipes rurales, au niveau national, voire au niveau international. Elle exprime sa gratitude envers le consortium Ran'Eau, Inter Aide, Soakoja, IRD et le partenaire technique et financier l'AFD. Elle réitère ses remerciements envers les acteurs ayant partagé leurs expériences durant l'atelier du jour. Etant donné que nous entrons dans la troisième année du projet, Mme ANDRIAMIALIJAONA invite tous les participants à rester attentifs aux futurs résultats et aux documents de capitalisation qui valoriseront les expériences durant le projet. Sur ces mots, elle annonce officiellement la fermeture de l'atelier de partage et de concertation autour de l'Observatoire.

Une fois l'ordre du jour épuisé, l'atelier a pris fin à 17 heures.